



## Résumé des délibérations

### Réunion du Conseil consultatif sur les questions ESG d'Exportation et développement Canada

Date : 15 novembre 2021

#### Membres du Conseil consultatif sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG)

**Eduardo Bohórquez**, directeur général de Transparencia Mexicana

**Gordon Lambert**, directeur en résidence, Durabilité pour Suncor, Ivey Business School, Université Western

**Rosemary McCarney**, ancienne ambassadrice du Canada et représentante permanente aux Nations Unies à Genève

**Marie-Lucie Morin**, administratrice et membre du Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité

**Anita Ramasastry**, professeure de droit à l'école d'études internationales Henry M. Jackson et directrice du programme de deuxième cycle de développement durable international de la Faculté de droit de l'Université de Washington

**Christa Wessel**, chef de l'exploitation et des Services juridiques à ClearView Strategic Partners Inc.

**David Wheeler**, cofondateur de l'Academy for Sustainable Innovation

#### Représentants d'Exportation et développement Canada (EDC)

**Mairead Lavery**, présidente et chef de la direction, et présidente du Conseil

**Carl Burlock**, vice-président directeur et chef de la direction des affaires commerciales

**Justine Hendricks**, chef du développement durable d'EDC

**Rachel Guthrie**, vice-présidente, Équipe de la mise en œuvre, du déploiement et des rapports de la stratégie ESG

**Sophie Roy**, vice-présidente, Équipe de la réussite ESG des clients

#### Absents

**Martine Irman**, présidente du Conseil d'administration d'EDC, première vice-présidente du Groupe Banque TD, et vice-présidente de Valeurs Mobilières TD

**Todd Winterhalt**, premier vice-président, Communications et Stratégie d'entreprise

#### Invités

**Janis Rod**, leader ESG du Centre du Canada, Services en changements climatiques et développement durable, EY

**Steve Wakeham**, associé délégué, Services consultatifs en ressources humaines, EY

**Ana Ossers**, directrice, Services en changements climatiques et développement durable, EY

**Tommy Negovanlis**, consultant, Services en changements climatiques et développement durable, EY



## SYNTHÈSE

La réunion du Conseil consultatif sur les questions ESG de novembre a porté sur l'évaluation de l'importance relative d'EDC, les membres étant invités à présenter leurs observations sur les risques et les possibilités concernant les questions ESG qui doivent être au cœur de l'élaboration de la stratégie d'EDC et qui généreront de la valeur à long terme.

La présidente et chef de la direction d'EDC, Mairead Lavery, a ouvert la séance en faisant le point sur les initiatives liées aux changements climatiques de la dernière année et en dressant le bilan de la participation d'EDC à la COP26.

### Progrès d'EDC au chapitre des changements climatiques

- EDC a réduit son exposition aux six secteurs à forte intensité carbonique de 15 % depuis l'établissement de sa première cible d'intensité en carbone en 2019, ce qui s'est traduit par une réduction de 3,3 milliards de dollars de la part du portefeuille de financement d'EDC consacrée aux secteurs à forte intensité carbonique. De plus, EDC a réduit son exposition aux entreprises et projets pétroliers et gaziers à l'étranger, autant dans les activités en amont qu'en aval, de 60 % (3,8 milliards de dollars) depuis 2018.
- EDC continue à réduire graduellement son exposition aux secteurs à fortes émissions, comme en témoigne sa nouvelle cible de réduction pour 2023 : 40 % (initialement 15 %).
- En juillet, EDC s'est engagée à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Dans cette veine, EDC publiera, à compter du 1er juillet 2022, des objectifs sectoriels d'intensité des émissions fondées sur des données scientifiques pour réduire davantage les émissions.
- Pour parvenir à la carboneutralité d'ici 2050, EDC doit tenir compte dans ses calculs des émissions liées à ses activités, c'est-à-dire des émissions équivalentes de gaz à effet de serre associées aux voyages d'affaires et à la consommation d'énergie. À cette fin, EDC s'est donné comme objectif d'arriver à la carboneutralité dans les émissions liées à ses propres activités d'ici 2030.
- Parallèlement, EDC s'emploie à accroître notre exposition aux énergies de remplacement et renouvelables. Par exemple, EDC a augmenté de plus de 120 % son financement au secteur des technologies propres au cours des trois dernières années.
- EDC se prépare également à établir et divulguer une cible de financement durable en vue d'aider davantage les entreprises canadiennes qui innovent et prennent part à la transition vers une économie sobre en carbone grâce à différents mécanismes, comme les solutions de technologies propres, les obligations vertes de même que les prêts et produits du savoir liés à la durabilité.



- Plus récemment, EDC a été le premier organisme de crédit à l'exportation à rejoindre les rangs de l'Alliance : Énergiser au-delà du charbon, une coalition d'autorités, d'entreprises et d'organismes nationaux et régionaux qui vise à faire avancer l'abandon de la production soutenue d'électricité au charbon au profit des énergies propres.

### **Bilan de la COP26**

- EDC a été heureuse d'être invitée au sein de la délégation canadienne à la COP26 à Glasgow. Voici les cinq représentants d'EDC et de FinDev Canada :
  - Mairead Lavery, présidente et chef de la direction, EDC
  - Justine Hendricks, chef du développement durable, EDC
  - Leah Gilbert Morris, directrice, Relations internationales, EDC
  - Lori Kerr, chef de la direction, FinDev Canada
  - Paulo Martelli, vice-président et directeur des investissements, FinDev Canada
- En plus de rencontres bilatérales avec des représentants d'organismes de crédit à l'exportation (OCE), de gouvernements et du milieu des affaires, EDC a participé à plusieurs événements d'importance :
  - Table ronde sur les mesures que peut prendre le Canada pour mobiliser des capitaux pour son action climatique, avec : Son Altesse Royale le prince Charles; la vice-première ministre et ministre des Finances, l'honorable Chrystia Freeland; le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, l'honorable Steven Guilbeault; le ministre des Ressources naturelles, l'honorable Jonathan Wilkinson; et des représentants du secteur privé du Canada.
  - Événement de l'« Alliance : Énergiser au-delà du charbon » faisant valoir les progrès réalisés et l'importance de la poursuite d'engagements ambitieux. EDC a été le premier OCE à restreindre le financement des centrales au charbon et des infrastructures de charbon thermique connexes et à rejoindre les rangs de l'Alliance.
  - Table ronde de UK Export Finance où des représentants d'OCE ont discuté des avenues que peuvent prendre les gouvernements pour soutenir des projets conformes à l'Accord de Paris et faire valoir un développement écologique.
  - Causerie sur le rôle d'EDC dans l'atteinte des objectifs climatiques du Canada.
- Points saillants de la COP26 :
  - Échanges constructifs avec des représentants de gouvernements sur ce que peut faire EDC pour soutenir le respect des engagements climatiques du Canada.
  - Les gouvernements ne pourront résoudre la crise climatique tous seuls; la participation du secteur financier est capitale; la collaboration et les partenariats sont essentiels. On a observé un changement fondamental ces dernières années, les institutions financières faisant désormais partie de la solution.



- Les engagements envers la carboneutralité sont importants, mais il faut passer à l'action. L'échéancier a été devancé, de 2050 à 2030.
- Le Canada a pris des engagements ambitieux; EDC travaillera avec ses partenaires fédéraux pour mieux comprendre les conditions des déclarations en vue d'assurer l'harmonisation avec les engagements du Canada et de donner des précisions aux clients d'EDC.

Ensuite, l'attention s'est tournée vers l'évaluation de l'importance relative d'EDC, qui a été menée par des représentants d'EY ayant aidé EDC dans ses consultations avec les parties prenantes. L'objectif était de solliciter les observations des membres du Conseil sur les risques et les possibilités concernant les questions ESG qui doivent être au cœur de l'élaboration de la stratégie d'EDC et qui soutiendront la valeur à long terme.

Les sujets suivants – appuyés par la recherche, l'information sur les pairs et les analyses comparatives – ont été identifiés comme les plus pertinents pour EDC et présentés pour encadrer la discussion :

### **1. Gérance environnementale**

- Gestion des risques climatiques et des possibilités
- Empreinte environnementale des activités
- Retombées environnementales du portefeuille
- Finance durable/de transition

### **2. Incidence sociale**

- Droits de la personne
- Accès au financement et inclusion financière
- Gestion responsable de la chaîne d'approvisionnement
- Impact sur la collectivité
- Expérience client et produits et services novateurs

### **3. Gouvernance et conduite responsable des entreprises**

- Confidentialité et sécurité des données
- Conformité et éthique
- Transparence et communication
- Surveillance et gouvernance des facteurs ESG
- Partage des connaissances et renforcement des capacités sur les questions ESG
- Facteurs ESG liés à la rémunération
- Contrôle préalable du risque ESG



#### 4. Capital humain

- Gestion du talent
- Inclusion, diversité et équité
- Santé, sécurité et bien-être des employés

EY a animé la conversation avec les membres du Conseil, intégrant les perspectives de chacun aux questions ESG pour mieux comprendre les risques et possibilités pour EDC. De nombreuses observations précieuses ont été formulées, notamment aux chapitres suivants :

1. **Aide équilibrée aux exportateurs canadiens** – Les changements climatiques prendront de plus en plus d’importance. EDC doit équilibrer ses visées climatiques et son mandat de soutien aux entreprises canadiennes. Il sera important pour elle de soutenir autant les entreprises écologiques que celles qui travaillent à opérer leur transition vers une économie à faible intensité de carbone.
2. **Rencontre entre changements climatiques et droits de la personne** – La transition énergétique comprend une dimension sociale à ne pas ignorer; il faut une approche intégrée pour les contrôles préalables en matière de changements climatiques et de droits de la personne.
3. **Inclusion, diversité et équité** – L’inclusion, la diversité et l’équité à EDC sont importantes, certes, mais le commerce inclusif l’est tout autant. Comment EDC soutient-elle les exportateurs noirs, autochtones et de couleur, et les exportatrices?
4. **Clarté et transparence** – Compte tenu de la pression grandissante qu’exercent un large éventail de parties prenantes sur EDC, ainsi que l’évolution rapide du discours, il est impératif qu’EDC se montre claire et transparente dans ses définitions (ex. : finance durable, technologies propres) et dans ses ambitions. De plus, étant donné la complexité des sujets abordés et la rapidité de l’évolution de l’environnement, EDC aurait tout avantage à faire preuve de transparence dans ce qu’elle fera, ne fera pas et ne sait pas encore.
5. **Leadership** – EDC peut jouer un rôle central pour faire valoir les aspects ESG dans l’écosystème commercial par des occasions d’apprentissage et des services consultatifs pour les clients et les parties prenantes. Bien qu’EDC ait déjà fait preuve de leadership dans certains domaines, elle doit décider de la voie à suivre pour investir ses ressources et poursuivre son chemin.

#### Prochaines étapes

Les observations des membres du Conseil seront intégrées aux recommandations sur l’évaluation de l’importance relative et seront transmises à l’Équipe de la haute direction et au Conseil d’EDC au 1T 2022.

#### Avenir du Conseil consultatif sur les questions ESG

La fin de la réunion du mois de novembre a été consacrée à l’avenir du Conseil consultatif sur les questions ESG après un examen récent de son mandat et de sa portée. Le nouveau mandat est énoncé sur le [site Web d’EDC](#); le recrutement de nouveaux membres commencera en 2022.